31 OCTOBRE 2020

N° 268

PRIX : 100 Fr

Le pouvoir aux travailleurs

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Les élections se suivent et se ressemblent : 2020 comme en 2010

Éditorial

ILS SONT TOUS DANS LE CAMP DES EXPLOITEURS Page 3 - 4

AUX TRAVAILLEUSES ET AUX TRAVAILLEURS DE TOUTES LES NATIONALITÉS ET DE TOUTES LES ETHNIES Page 4 - 5

CDCI : LES TRAVAILLEURS EN GRÈVE POUR DIRE NON AUX LICENCIEMENTS Page 6

LA BATAILLE ENTRE LES CLANS POLITIQUES ET LES ENJEUX POUR LA BOURGEOISIE Page 8

SOMMAIRE	PAGES
ÉDITORIAL :	
- ILS SONT TOUS DANS LE CAMP DES EXPLOITEURS ! ……	3
- AUX TRAVAILLEUSES ET AUX TRAVAILLEURS DE TOUTES LES NATIONALITÉS ET DE TOUTES LES ETHNIES ……..	4 - 5
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :	
- LES EMPLOYÉS DE CÔTE D'IVOIRE LOGISTIQUE FONT RECULER LEUR DIRECTION ……	6
- CDCI : LES TRAVAILLEURS EN GRÈVE POUR DIRE NON AUX LICENCIEMENTS……	6
- ECOBANK : LES EMPLOYÉS EN LUTTE POUR PRÉSERVER LEURS ACQUIS …….	6 - 7
- MEDLOG CÔTE D'IVOIRE : NON À LA RÉPRESSION CONTRE LES GRÉVISTES ! ……...	7
LEUR SOCIÉTÉ :	
- LA BATAILLE ENTRE LES CLANS POLITIQUES ET LES ENJEUX POUR LA BOURGEOISIE ……	8
- ALLIANCES POLITIQUES ET CALCULS ÉLECTORAUX DEPUIS LE MULTIPARTISME ……..	9 - 10
- ABIDJAN À LA VEILLE DES ÉLECTIONS : LES HABITANTS FONT DES PROVISIONS POUR SE BARRICADER …….	10
- UNE GALÈRE QUI MÉRITE UN COUP DE COLÈRE ! ……..	11
- YOPOUGON CITÉ VERTE : ENCORE UN IMMEUBLE QUI S'EFFONDRE !	11
- FIXATION DU PRIX DU CACAO, ENTRE DÉMAGOGIE ET SÉDUCTION ÉLECTORALISTE ……..	12

E d i t o r i a l

ILS SONT TOUS DANS LE CAMP DES EXPLOITEURS !

Du fait du désistement de ses principaux adversaires, la réélection de Ouattara ne sera une surprise pour personne, même si dans de nombreux endroits les bureaux de votes sont restés fermés à cause des incidents provoqués par les partisans du boycott. Il y a eu des affrontements parfois violents avec les forces de l'ordre et on déplore déjà des morts et des blessés rien que durant les premières heures de l'ouverture du scrutin. La question est maintenant de savoir ce qui va se passer dans les prochains jours, notamment après la proclamation officielle des résultats. La crainte d'une flambée de violence est d'autant plus grande que depuis 1990 chaque élection présidentielle est jonchée de cadavres, les conflits ethniques et xénophobes sont exacerbés.

Tout cela n'a pourtant pas empêché le ministre des Affaires étrangères, Ally Coulibaly d'annoncer au corps diplomatique le 14 octobre, que « *l'élection présidentielle du 31 octobre (…) se déroulera dans d'excellentes conditions* ». Ainsi, la vingtaine de morts lors des affrontements à caractère ethniques ou « *communautaires* » qui ont eu lieu à peine un mois plus tôt, est déjà jetée aux oubliettes ! Et comme on pouvait s'y attendre, le 16 octobre, deux jours après cette déclaration, éclate un conflit entre Agni et Malinké, cette fois-ci à Bongouanou. Il y a eu 3 morts et une quinzaine de blessés. Quelques jours après, ce fut au tour de Dabou, avec cette fois encore plus de quinze morts et plusieurs dizaines de blessés.

Toutes ces tueries n'ont pas empêché Ouattara de déclarer le 27 octobre que *« les conflits liés à cette élection sont maintenant derrière nous* » grâce au déploiement de 35 000 éléments des forces de l'ordre qu'il a fièrement qualifiées d'armée « *républicaine* ». Rappelons que cette armée est constituée d'ex-Fds de Gbagbo auxquelles se sont ajoutées de façon massive les forces rebelles de Guillaume Soro et les milices armées qui ont porté Ouattara au pouvoir. Ces différentes forces armées se sont surtout illustrées il y a quelques années dans des tueries et des exactions envers les populations pauvres !

Ouattara s'apprête peut-être à fêter sa victoire mais qu'il ne se réjouisse pas trop tôt car avant lui, Robert Guéi puis Gbagbo prétendaient aussi avoir gagné les élections mais cela ne les a pas empêché d'être balayés. Et n'oublions surtout pas que l'histoire récente de ce pays a montré que le mot de la fin revient toujours à l'impérialisme français, leur maître à tous. C'est lui qui choisit en dernier ressort l'homme politique le plus crédible pour défendre ses intérêts dans ce pays qui fait partie de son pré carré. Ce qui lui importe le plus c'est que ses entreprises capitalistes installées dans la région continuent à faire du profit en exploitant les travailleurs et les petits paysans.

Voilà pourquoi, les travailleurs, tous les travailleurs, au-delà de leur diversité nationale, ethnie, religieuse, doivent se méfier de tous ces politiciens qui veulent diriger le pays. Quelle que soit l'équipe qui arrivera finalement au pouvoir, elle mènera inexorablement une politique favorable à la classe capitaliste. Les travailleurs, quant à eux, n'auront, pour améliorer leurs conditions de vie, que ce qu'ils seront capables d'arracher par leurs luttes collectives en ayant conscience que toute division entre eux ne fera que les affaiblir face à leurs exploiteurs et leurs oppresseurs.

AUX TRAVAILLEUSES ET AUX TRAVAILLEURS DE TOUTES LES NATIONALITÉS ET DE TOUTES LES ETHNIES

Que vous soyez en activité, au chômage ou à la retraite, nous nous adressons particulièrement à vous en cette période de campagne électorale où les politiciens de tout bord veulent nous diviser pour parvenir au pouvoir ou pour le conserver.

L'élection présidentielle n'a pas encore eu lieu mais elle a déjà fait plusieurs victimes. Cela ne présage rien de bon pour les jours et les semaines à venir. Ceux d'entre nous qui ont vécu les évènements dramatiques de 2010 savent, ô combien, que les choses peuvent aller en s'empirant car les politiciens en compétition sont capables de nous entrainer dans une barbarie. Les propos nauséabonds à caractère ethnique, xénophobe ou nationaliste, qu'ils propagent sont de véritables poisons qui finissent tôt ou tard par se traduire en actes ! Cela se répète à chaque élection depuis les années 1990.

Ne cherchons pas les victimes ailleurs ! Ce sont nous les pauvres, toutes ethnies et toutes origines confondues !

Voilà pourquoi nous avons toutes les raisons de nous opposer à la propagation de ce poison et de refuser de nous laisser entrainer dans le sillage des politiciens en lutte pour le pouvoir et pour les privilèges. Nous n'avons rien à gagner dans ce jeu de dupe. Ces gens-là se moquent de nos conditions d'existence qui ne cessent de se dégrader d'année en année, de nos petits salaires qui n'évoluent pas, de la cherté de la vie qui grignote le peu que nous gagnons, du chômage et de l'insécurité de l'emploi qui permettent à nos employeurs de nous exploiter davantage.

Leur lutte pour le pouvoir

C'est avec la mort d'Houphouët Boigny en 1993, qu'a commencé cette lutte pour le pouvoir entre les différents protagonistes, dont Bédié, Ouattara et Gbagbo.

Bédié, pour écarter son principal rival Ouattara, lança le poison de « *l'ivoirité* ». Plus tard, Gbagbo reprit ce même poison à son compte pour les mêmes raisons que Bédié.

Mais les conséquences, ce ne sont pas les Ouattara, ni les Bédié, ni les Gbagbo, ni les capitalistes qui les subissent ! C'est avec le sang des autres qu'ils se battent. Les populations pauvres ont déjà payées chèrement cela lors des massacres inter-ethniques perpétrés par des milices interposées. Il y a eu des milliers de morts et de blessés, des centaines de milliers de déplacés. Les cicatrices sont toujours là et il suffit de pas grand-chose pour les raviver et créer peut-être de nouveaux massacres.

Nous avons autre chose à faire que d'aller verser encore notre sang pour ces gens qui se disputent le pouvoir pour assouvir leurs ambitions personnelles et qui sont capables de toutes sortes de compromis, y compris de faire le contraire de ce qu'ils ont dit la veille.

Des alliances se font et se défont

Ainsi, à l'élection présidentielle de 1995, le Rdr de Ouattara et le Fpi de Gbagbo s'unissent contre le Pdci, pour boycotter l'élection de 1995.

Ensuite, à l'élection présidentielle de 2000, ce sont Gbagbo et Robert Guéi qui s'entendent pour écarter les candidatures de Ouattara et de Bédié, avant que Gbagbo ne chasse Guéi lui-même du pouvoir.

En 2001, c'est l'apothéose ! Robert Guéi, Alassane Ouattara, Henri Konan Bédié et Laurent Gbagbo, se congratulent et se font des accolades lors du « *Forum de réconciliation nationale* ».

Mais en 2005, les alliances changent de nouveau. Cette fois-ci, les ennemis d'hier, Ouattara et Bédié, s'allient au sein d'un nouveau parti, le Rhdp, pour contrer Gbagbo alors au pouvoir. En 2010, Bédié appelle même à voter Ouattara contre Gbagbo.

Et nous voilà maintenant en 2020, nouveau changement ! Ce sont maintenant Bédié et Gbagbo qui s'allient contre Ouattara.

Ils font partie du même monde des riches et des exploiteurs

Comme on le voit, ce qui guide la politique de ces gens-là c'est leurs intérêts du moment, y compris les Soro Guillaume et ses semblables. Cependant, rien de fondamental ne les différencie. Ils sont tous au service de la bourgeoisie, classe dont ils font partie eux-mêmes. Ils vivent en sécurité dans les quartiers chics, se fréquentent et se côtoient dans les mêmes cliniques, restaurants et hôtels pour riches ; leurs enfants étudient dans les mêmes écoles ou bien sont envoyés à l'étranger.

Alors que dans nos quartiers pauvres, c'est souvent le règne de la misère et de l'insécurité. Quand arrivent les élections, nous vivons sous la menace des exactions et de nouveaux massacres que peuvent commettre des milices armées agissant pour le compte des concurrents en lutte pour le pouvoir.

ALORS, NE LAISSONS PAS UNE NOUVELLE FOIS LA DIVISION ET LA HAINE S'INSTALLER. IL Y VA DE L'INTÉRÊT DE TOUS LES TRAVAILLEURS

L'union et l'entente entre les travailleurs, c'est un bien précieux qu'il faut absolument préserver. Autrement, la peur et la crainte finiront par pourrir encore plus notre existence déjà difficile.

Toute nouvelle division au sein des travailleurs renforce inévitablement le camp de la bourgeoisie capitaliste qui nous exploite.

Préparons la défense de nos intérêts en tant que travailleurs

Voilà pourquoi la voix des travailleurs doit se faire entendre dans les zones industrielles, les docs, les bureaux, les chantiers, les hôpitaux et dans nos quartiers. C'est tous ensemble que nous pourrons défendre nos intérêts face à nos exploiteurs. Personne, ni aucun gouvernement ne le fera à notre place. Ces gens qui se disputent le pouvoir sont avant tout au service des exploiteurs ; ce sont les ennemis de la classe ouvrière.

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LES EMPLOYÉS DE CÔTE D'IVOIRE LOGISTIQUE FONT RECULER LEUR DIRECTION

Côte d'Ivoire Logistique est l'entreprise qui se charge de l'immatriculation des véhicules dans le pays. Elle est basée dans la zone industrielle de Vridi. Les travailleurs de cette entreprise ont fait grève le 6 Octobre dernier pour réclamer le paiement de deux mois de salaire non payés ainsi que le paiement de 20% de ponction sur leur salaire depuis deux ans. Depuis longtemps les travailleurs sont en négociation pour mettre fin à ces ponctions mais tant qu'il ne s'agit que des négociations, la direction se permet de les faire trainer en longueur.

Ce qui a mis le feu aux poudres c'est le non-paiement des salaires des mois d'Août et de Septembre. C'en était de trop ! Les travailleurs ont décidé alors de se mettre en grève.

Dès le premier jour de grève la direction qui semblait ferme sur sa position a reculé et payé l'intégralité des salaires des deux derniers mois. Les travailleurs ont repris le travail, mais continuent d'exiger les 20% de leur salaire empoché par le patron. Ils ont pris confiance en leur force collective et n'hésiteront pas à remettre le couvert le moment venu. Ils savent désormais que, selon un adage, le patron c'est comme la tortue, tant qu'il n'y a pas de feu derrière, ça n'avance pas !

CDCI : LES TRAVAILLEURS EN GRÈVE POUR DIRE NON AUX LICENCIEMENTS

La CDCI est une entreprise de distribution qui possède une chaine de supermarchés sur le territoire ivoirien. Ses employés ont observé une semaine de grève qui a démarré le 16 octobre dernier. Ils réclament entre autres l'annulation pure et simple de la procédure de licenciement en cours à l'encontre de certains de leurs collègues, la réduction du temps de travail en magasin dépassant 44 heures par semaine, une augmentation de salaire et le paiement d'une prime liée à la COVID-19, etc.

Malgré des menaces et autres intimidations, les travailleurs ont tenu une semaine durant laquelle les supermarchés de cette chaîne ont fermé leurs portes partout dans le pays.

Ils ont repris le travail même si tous les problèmes ne sont pas réglés. Par leur grève ils ont démontré que sans eux rien ne peut fonctionner, et ils comptent se servir de cette force collective pour imposer leurs revendications.

ECOBANK : LES EMPLOYÉS EN LUTTE POUR PRÉSERVER LEURS ACQUIS

Les employés d'Ecobank Cote d'ivoire ont observé récemment une grève de trois jours pour préserver leurs acquis.
Sous prétexte de rechercher la compétitivité, la direction a décidé de réduire de 50% certaines primes liées à l'électricité, l'eau, le carburant, le téléphone et le lait. Elle a aussi gelé les augmentations de salaire et supprimé le 14ème mois.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Et pour arriver à ses fins la direction veut abroger les anciens contrats pour en imposer de nouveaux. Pour cela, elle menace de licenciement ceux qui refuseraient de signer ces nouveaux contrats. Elle ne s'attendait pas à tomber sur un os.

Les travailleurs ont répondu à cette offensive en faisant grève. Si la direction veut atteindre sa compétitivité, elle n'a qu'à couper sur les dividendes des actionnaires et non sur les avantages des employés.

Face à la détermination des travailleurs, la direction a dû reculer au deuxième jour de grève. Les employés ont repris le travail en restant mobilisés. Ils ont pris conscience de leur force et ont montré que ce sont eux qui font tourner la banque. La direction reviendra peut-être tôt ou tard à la charge mais elle sait dorénavant que les employés auront du répondant !

MEDLOG CÔTE D'IVOIRE : NON À LA RÉPRESSION CONTRE LES GRÉVISTES !

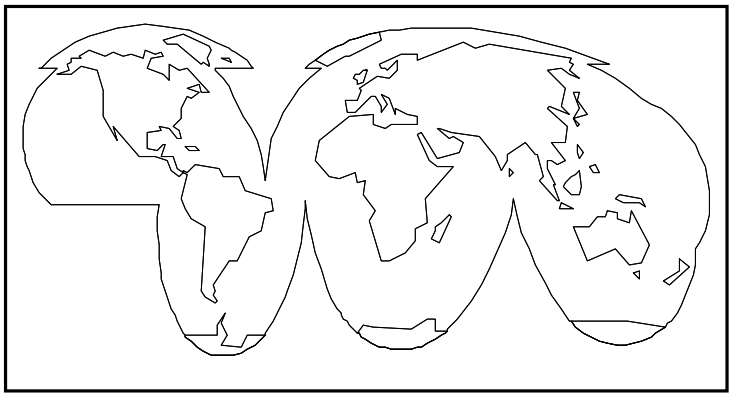
Medlog Côte d'Ivoire est une filiale de la multinationale MSC spécialisée dans le transport maritime, basée au port autonome d'Abidjan.

Les employés de cette entreprise, chauffeurs de camions, mécaniciens, techniciens et autres, sont en grève illimitée depuis le jeudi 8 octobre 2020. Ils réclament entre autres une augmentation de salaire de 25% pour tous, de meilleures conditions de travail, l'uniformisation des salaires en fonction des postes de travail, des primes de risques, la réintégration du secrétaire général de leur syndicat licencié sans raison, la liberté d'adhérer au syndicat de leur choix et d'exercer leurs droits syndicaux en toute liberté, etc.

Ils ont manifesté bruyamment devant la direction pour se faire entendre. Celle-ci a fait venir les forces de l'ordre qui ne se sont pas fait prier pour réprimer les travailleurs. Elles ont fait usage de gaz lacrymogène et ont arrêté et jeté six manifestants en prison.

C'est ainsi que patronat et gouvernement montrent leur complicité face aux revendications des travailleurs. Ce faisant, ils montrent aussi à l'ensemble de la classe ouvrière de ce pays, qu'elle a besoin d'unir ses forces pour être en mesure d'imposer ses revendications.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LA BATAILLE ENTRE LES CLANS POLITIQUES ET LES ENJEUX POUR LA BOURGEOISIE

Tous les cinq ans, une élection présidentielle est organisée pour faire croire à la population que c'est elle qui choisit librement et démocratiquement ses représentants. Mais ce n'est qu'une parodie qui se termine parfois par un coup d'État.

Évidemment, il y a un enjeu pour les clans en compétition car chacun veut accéder au pouvoir pour mettre la main sur les caisses de l'État et pour profiter des privilèges et bien d'autres avantages que peuvent leur procurer le fait de contrôler l'appareil d'État. Voilà pourquoi, ces clans sont prêts à mettre le pays à feu et à sang et à enjamber des cadavres s'il le faut pour arriver à leurs fins.

Ces différents clans et les hommes à leur tête sont tous, sans exception, au service du capitalisme dont ils ne sont que les « *grilleurs d'arachides* », c'est-à-dire des auxiliaires. Les grands capitalistes, aussi bien locaux qu'internationaux, choisissent leur cheval pour essayer de se positionner au plus près des bonnes affaires. Ils n'hésitent évidemment pas à en changer en cours de route s'ils constatent qu'un autre candidat est en meilleure posture pour l'emporter.

Parmi les grands bourgeois locaux on peut citer les Marcos, Sougbafolo, Fakhry, Sayegh, Fadika, Diagou, N'Sikan, Khalil, Omaïs, Billon, etc. Au niveau international, il y a les grands groupes français, américains, chinois et autres qui ont des intérêts en Côte d'Ivoire.

Les firmes capitalistes sont en compétition pour s'arracher les marchés. La lutte est parfois acharnée entre elles. L'exemple éclatant, d'actualité, c'est l'attribution du contrat des travaux d'extension de l'aéroport d'Abidjan pour passer de deux millions à cinq millions de passagers par an. Le groupe CRIG (China Railway International Group) a été retenu par Amadou Gon Coulibaly alors Premier ministre et surtout candidat désigné pour succéder à Ouattara. Mais comme on le sait, le poulain de Ouattara est décédé juste avant l'élection et Ouattara a décidé au pied levé de se succéder à lui-même. Du coup, CRIG a perdu son contrat de plus de 300 milliards de Fr CFA qui était pourtant quasi ficelé. Il l'a perdu au profit des groupes français Bouygues (SETAO) et COLAS. Peu importe que ces derniers étaient déjà hors course et que leur devis était nettement plus élevé que celui de l'entreprise chinoise. On peut imaginer que l'État français, Macron en tête, a fait pression sur Ouattara pour que les capitalistes français emportent ce marché. On ne saura peut-être jamais la vérité sur les tractations en coulisse mais cela n'empêchera nullement l'impérialisme français de changer de cheval, même en cours de route, si demain ses intérêts l'exigent. Il l'a déjà fait précédemment avec Bédié puis avec Gbagbo.

La lutte pour le pouvoir est d'autant plus violente entre les clans politiques en compétition que le marigot n'est pas assez vaste pour que tous puissent y trouver de quoi satisfaire leur appétit. C'est dire que dans cette histoire, les intérêts des travailleurs et plus généralement des populations pauvres ne sont nullement pris en considération par ces crocodiles affamés.

ALLIANCES POLITIQUES ET CALCULS ÉLECTORAUX DEPUIS LE MULTIPARTISME

La Côte d'Ivoire, comme la plupart des pays d'Afrique noire francophone, est restée un pays de parti unique depuis son indépendance jusqu'à 1990. Cette année-là, François Mitterrand, alors président de la France, convoque les dirigeants des anciennes colonies françaises d'Afrique à une conférence en France, dans la petite ville de La Baule. À cette rencontre, le président français intime l'ordre à ses hôtes de s'ouvrir au multipartisme. Des mouvements de contestation secouaient alors nombre de pays d'Afrique et il fallait accorder quelques libertés pour faire tomber la pression.

C'est ainsi qu'en plus du PDCI-RDA, en cette année 1990, d'autres partis, dont le Front Populaire Ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo, vont fleurir le paysage politique du pays.

C'est aussi en 1990 que Ouattara est nommé au poste de 1er ministre par Houphouet Boigny. À la mort de ce dernier en 1993, se pose la question de sa succession. Des frictions vont naitre entre Bédié alors « *dauphin constitutionnel* » et Allassane Ouattara. Bédié obtient l'appui de la France et devient président ; il écarte du PDCI les partisans de Ouattara. Ceux-ci, menés par Djeny Kobena, vont créer en 1994 un parti de transfuges du PDCI, le Rassemblement des Républicains (RDR). Ce sont ces trois partis qui jouent depuis lors le premier rôle sur la scène politique ivoirienne par le jeu des alliances qu'ils font et défont.

Du front républicain de 1995 au coup d'État de Robert Guéi

Bédié une fois au pouvoir, va tout faire pour s'y visser. Il fait voter entre autres une nouvelle constitution pour disqualifier Ouattara à l'élection présidentielle de 1995. Le FPI et le RDR de Ouattara se regroupent au sein du « *front républicain* » pour déboulonner Bédié de la présidence de la république. Ensemble, ils organisent des meetings et des marches pour boycotter les élections. Mais à l'approche de l'année 2000 et d'une nouvelle élection présidentielle, le front républicain a commencé à prendre l'eau. Aussi l'opposition entre PDCI-FPI-RDR a fait monter la tension sociale et cela va aboutir au coup d'État de Robert Guéi en décembre 1999 qui va évincer Bédié et le forcer à l'exil.

Une fois le PDCI et Bédié écartés, commence alors entre les deux anciens alliés du front républicain, le FPI et le RDR, une lutte acharnée pour la conquête du pouvoir. Après l'arrivée au pouvoir de Gbagbo en 2000, cette lutte va se transformer en rébellion armée à partir de 2002.

Alliance Bédié-Ouattara contre Gbagbo au sein du RHDP

Cette rébellion aboutit à la division du pays en deux parties. Cependant, ni le RDR, ni le PDCI, pris séparément n'étaient en mesure d'évincer Gbagbo. En 2005, c'est-à-dire à la fin du mandat présidentiel, celui-ci n'organise pas d'élection arguant de la scission du pays. Les frères ennemis du PDCI et du RDR se coalisent pour former le RHDP incluant la rébellion armée qui contrôle le Nord du pays. Cette coalition

va profiter des élections de 2010 pour chasser le FPI du pouvoir avec l'appui de l'armée française. La crise dite postélectorale a fait officiellement plus de 3.000 morts auxquels il faut ajouter des centaines de milliers de réfugiés.

Alliance Gbagbo-Bédié contre Ouattara en 2020

Après avoir effectué deux mandats présidentiels, Ouattara décide d'en faire un troisième en 2020 mais ses anciens alliés, Bédié et Soro n'en veulent pas. Du coup, ils ont déserté le RHDP pour mettre sur pied une nouvelle coalition avec leurs anciens rivaux du FPI. Ils ont appelé au boycott de l'élection présidentielle qui vient d'avoir lieu. Ouattara s'apprête à célébrer sa victoire mais beaucoup de gens ont en mémoire la crise postélectorale de 2010 et les affrontements violents qui ont fait tant de victimes.

En effet, ces politiciens assoiffés de pouvoir sont capables de pires bassesses pour parvenir à leurs fins. Ils peuvent de nouveau jeter les populations les unes contre les autres. L'histoire des trente dernières années est assez éloquente dans ce sens. Les tout derniers évènements qui viennent d'avoir lieu à Daoukro, Bonoua, Divo, Abengourou, Dabou, Yamoussoukro, pour ne citer que ceux-là, n'augurent rien de bon pour les populations pauvres car ce sont elles qui au final vont payer au prix fort les conséquences des actions criminelles des clans en compétition pour le pouvoir.

ABIDJAN À LA VEILLE DES ÉLECTIONS : LES HABITANTS FONT DES PROVISIONS POUR SE BARRICADER

À l'approche des élections, une psychose s'est emparée de la capitale économique, d'autant plus que des affrontements ont déjà fait des dizaines de morts dans différentes villes de l'intérieur. Les gens craignent de revivre les événements de 2010-2011. Du coup, des milliers de personnes ont fui la ville pour se mettre à l'abri. Ceux qui sont quand même restés ont pris d'assaut les marchés et les super marchés pour faire des provisions dans la mesure de leurs moyens. L'afflux subit de clients a fait que les commerçants ont augmenté les prix des denrées. Dans certains quartiers les bouteilles de gaz commencent à manquer.

Malgré cette situation, des patrons n'ont pas trouvé bon d'anticiper la paie de leurs employés. Ce qui fait que ces derniers ont été obligés de s'endetter pour faire des provisions.

Ce samedi 31 octobre 2020, jour d'élection, Abidjan ressemble à une ville à moitié réveillée. Tous réduisent les déplacements au strict nécessaire et observent de loin les choses. Combien de temps va durer cette situation, nul ne saurait le dire. Les gens ont bien raison de craindre le pire car ils n'ont pas envie de vivre sous la coupe des bandes armées.

UNE GALÈRE QUI MÉRITE UN COUP DE COLÈRE !

Une lycéenne nous raconte la galère quotidienne qu'elle vit à l'école. De nombreux écoliers s'y reconnaitront car la plupart des écoles publiques sont dans le même état de délabrement même si le pouvoir en place prétend qu'il a fait bien plus pour l'école que ses prédécesseurs. Mais les réalités sont là, les classes sont toujours aussi surchargées et dans un piteux état !

« *Mon lycée est situé à Koumassi et il y a près de 8 000 élèves répartis dans environ 90 classes qui vont de la 6ème à la terminale. Nous sommes 110, 120 ou 130 par salle de classe pour le premier cycle. Nous nous asseyons à 3 ou 4 par table-banc et nous sommes serrés comme des sardines. Dans ces conditions, il n'y a aucune possibilité de respecter une quelconque mesure barrière contre le corona virus ! Le comble pour les derniers arrivés c'est de se retrouver sans table-banc car il n'y en a pas assez pour tous. Ceux-là sont obligés de suivre les cours coincés les uns contre les autres ou de s'assoir carrément par terre. Le manque de table-banc est tellement criant qu'il arrive souvent que des élèves aillent en chercher dans les salles voisines, mais cela ne fait que déplacer le problème.*

Nous sommes trop nombreux pour que les professeurs puissent suivre correctement les élèves qui ont des lacunes. Ils ne peuvent pas non plus faire des évaluations fréquentes car le nombre de copies à corriger est énorme.

En plus, dans un si grand lycée, il n'y a pas de toilettes pour les élèves. Maintes fois, le proviseur nous a fait cotiser 500 F chacun sous le prétexte de vouloir construire des latrines. Mais jusqu'à maintenant rien n'a été construit.

C'est d'ans ces conditions que nous étudions. Un coup de colère va peut-être réveiller le gouvernement pour qu'il décide à apporter des améliorations ».

YOPOUGON CITÉ VERTE : ENCORE UN IMMEUBLE QUI S'EFFONDRE !

Le 27 octobre, un immeuble R+4 en construction s'est effondré à la Cité verte. Le tenancier d'un bistrot contigu à l'immeuble ainsi que sa femme et leur bébé sont décédés sous les décombres.

Ce n'est pas la première fois que des immeubles s'écroulent à Abidjan, y compris durant leur construction. Il y a peu, un immeuble habité s'est affaissé du côté de Koumassi Remblais. Heureusement, les habitants ont commencé à déserter les lieux avant que le drame ne survienne.

Tous ces effondrements illustrent le fait que certains propriétaires lésinent sur les moyens en termes de matériel et de respect des normes. Ils mettent ainsi en danger la vie des ouvriers qui construisent ces bâtiments ainsi que celle des futurs locataires.

De nombreux ouvriers sur les chantiers n'ont souvent ni casques, ni chaussures de sécurité ni matériel de construction approprié pour éviter les accidents. À tout moment, un drame peut survenir, et lorsqu'il survient, rien n'est prévu pour secourir et indemniser les blessés. Les entreprises de construction se débrouillent pour s'en sortir à bon compte, d'autant plus que les autorités publiques sont peu regardantes et que la justice est corrompue !

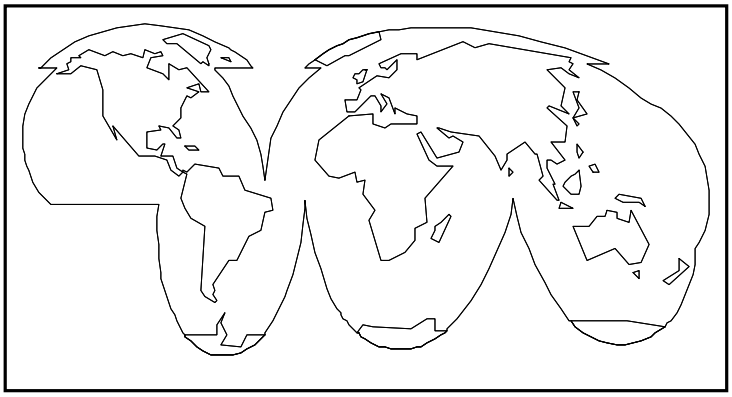
Il faudra encore combien de drames pour que de véritables contrôles soient faits dans ce secteur ?

FIXATION DU PRIX DU CACAO, ENTRE DÉMAGOGIE ET SÉDUCTION ÉLECTORALISTE

Le 1er octobre, lors d'une réunion à Yamoussoukro, Ouattara a annoncé que le prix du kilogramme de cacao va passer de 825 à 1000 F Cfa. Le ministre de l'Agriculture a transformé cette tribune en meeting de campagne électorale ; il demande aux paysans d'être reconnaissants au président en votant massivement pour lui.

À la veille des élections en 2015, le prix du cacao avait aussi connu une hausse jusqu'à 1100 francs avant de rechuter. Le montant fixé est censé être le prix minimum garanti bord-champ mais c'est en fait le prix maximum payé aux paysans. En réalité, les acheteurs s'arrangent toujours pour payer en dessous de ce prix. Le gouvernement, comme à son habitude, se contente d'annoncer le prix à l'ouverture de la campagne pour les produits agricoles d'exportation : Café, cacao, coton, anacarde, etc. C'est aux paysans qu'il revient de faire respecter ce prix par leurs propres moyens. Dans ce contexte les acheteurs arrivent toujours à imposer leurs lois. Au dessus des acheteurs, il y a les exportateurs et au dessus de ceux-là il y a les trusts de l'agro-business. C'est la loi du plus fort et c'est ainsi que fonctionne le système capitalistes en écrasant les petits producteurs.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.